

03 Septembre 1941

La guerre a deux ans

Le 3 Septembre 1939, la France et la Grande-Bretagne se déclaraient en état de guerre avec le Troisième Reich dont les forces armées avaient pénétré en territoire polonais.

Le conflit qui entre aujourd'hui dans sa troisième année semble avoir pris la forme définitive par laquelle il se caractérisera aux yeux des historiens futurs.

Les mots « démocratie » et « dictature » n'ont pas encore disparu du vocabulaire international. Mais leur emploi devient le fait de l'habitude. En effet, l'entrée en scène de l'U.R.S.S. aux côtés des puissances anglo-saxonnes transforme complètement le visage de la guerre. Idéologique à ses débuts, la lutte s'est ensuite modifiée pour revêtir l'aspect d'un conflit normal, semblable dans ses grandes lignes aux conflits du passé.

Il ne s'agit plus désormais de libérer le peuple allemand du joug hitlérien. L'essentiel pour les Alliés est de délivrer l'Europe de la domination allemande. Les visées expansionnistes de l'Allemagne, si elles venaient à être définitivement réalisées, porteraient atteinte à des droits acquis et placeraient le Vieux Continent sous la tutelle germanique.

Ni l'Angleterre, ni l'Amérique, ni les pays soumis par la violence, ne peuvent se résigner à admettre les prétentions du Reich. L'U.R.S.S. pays dictatorial, a fini par rallier le camp allié et par pactiser avec les puissances capitalistes.

Ce n'est pas la moindre surprise de cette guerre que de voir les chefs bolcheviques faire l'éloge du régime libéral et jurer de restaurer le règne de la liberté dans le monde, devant le péril germanique, l'U.R.S.S. a renoncé, provisoirement peut-être, à agiter l'idée de révolution universelle. Actuellement, elle se distingue peu de la Russie des Tzars et se bat pour la même cause que ses adversaires doctrinaires de la veille.

Au bout de deux ans de guerre, l'Europe, malgré la diversité de ses races et le morcellement de son territoire, a trouvé une sorte d'union dans le malheur. Elle aspire au retour d'un état de choses qui a fait ses preuves. Le système d'équilibre européen, tant décrié au cours de vingt dernières années, constituait, somme toute, une excellente barrière aux tentatives de domination. On y revient, après d'inutiles détours et de cruelles déceptions.

Le problème du Pacifique

Le message du prince Konoyé au Président Roosevelt a créé une détente dans le Pacifique. Sans doute, il reste beaucoup à faire pour réaliser un rapprochement sincère et durable entre Anglo-Saxons et Nippons. Mais c'est déjà un progrès certain que de voir les Japonais chercher par la voix des négociations, une solution au problème extrême-oriental.

On connaît les ambitions du Japon, ses possibilités militaires et ses ressources économiques. Tokio veut établir un ordre nouveau en Asie Orientale, c'est-à-dire, étendre sa domination à cette partie du Globe. Pour atteindre ce but, les gouvernants nippons ont conclu une alliance avec les puissances de l'Axe qui, de leur côté, s'efforcent de conquérir l'Europe et l'Afrique.

La politique de Tokio, mettant à profit la querelle européenne, tendait surtout à chasser les Blancs de leurs possessions asiatiques. La manœuvre était habile. Mais elle ne tenait pas compte des réactions américaines. Or les Etats-Unis n'entendaient pas abdiquer. Ils ont commencé par décréter l'embargo sur les exportations à destination du Japon. Une crise aiguë s'ensuivit. Elle a failli se dénouer par un conflit armé.

Sur ces entrefaites, le Japon s'avise brusquement de rebrousser chemin et de tendre la main à l'Amérique. La résistance russe et les avertissements de Washington ont poussé Tokio à modifier son attitude.

Les pourparlers nippo-américains sont à peine ouverts. Ils seront longs et difficiles. On ne doit pas chanter victoire trop tôt et considérer comme acquise une volte-face nipponne. La guerre dans le Pacifique pourrait désormais être évitée. C'est là un avantage appréciable.